

Les formes de lutte populaire, la démocratie et la constitution

Alessandra Algostino

Grands Projets et coupures de l'Etat-providence: où est la démocratie?

L'involution majoritaire de la démocratie politique, avec une progressive présidentialisation des assemblées représentatives de plus en plus éloignées de ceux qu'elles devraient représenter, grâce à des formules électorales et à des partis de plus en plus liquides et comprimés sur les institutions, est accompagnée par une attaque sans précédent sur la garantie des droits sociaux (en particulier l'éducation et la santé) et sur les travailleurs.

L'idée d'une Constitution pour la personne, ou, plus largement du constitutionnalisme de la deuxième partie du XX siècle, qui dessine un projet d'émancipation sociale et de redistribution des ressources, est submergée par un modèle économique dédié aux profits de quelques-uns qui imposent leurs diktats à la politique.

C'est le modèle qui veut les grands projets inutiles qui en même temps détruit l'éducation publique, un fondement essentiel de la démocratie tendant à l'égalité.

Ceux qui se battent contre les grands projets inutiles luttent alors pour une démocratie effective, en exerçant ce qui est l'essence de la démocratie: la participation, une participation active et d'en bas.

Les mouvements des étudiants, les luttes des précaires, le non des ouvriers des usines Fiat Mirafiori et Pomigliano, les gîtes pour la défense du territoire, sont toutes des formes de luttes populaires qui font appel à la démocratie sociale ou des biens communs.

Ils nous rappellent que la démocratie est un conflit, au-delà de la mystification de la rhétorique de la *gouvernance*, que la démocratie ne peut exister sans la dissidence et sans une tendance vers des conditions sociales et économiques d'égale dignité pour tous, une condition préalable à toute pluralité et différence qui ne soit pas une discrimination, mais une expression de liberté.